

J-1 POUR 853 780 CANDIDATS

Un bac sans seuil de cours

Moment de vérité demain pour les candidats au baccalauréat. Le premier bac sans le fameux seuil des cours depuis 2003, date d'instauration de ce que les pédagogues ont toujours qualifié d'hérésie. L'édition de 2015 se caractérise par une augmentation du nombre de candidats mais également par la volonté du département de l'éducation de placer le pédagogique au cœur des préoccupations.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Dès demain, les élèves des classes de terminale subiront les épreuves du baccalauréat. Ils sont cette année plus de 853 780 lycéens à subir les épreuves en raison de l'arrivée de la double cohorte issue de la réforme.



Photos : NewPress

Dès demain, les élèves des classes de terminale subiront les épreuves du baccalauréat.

Grande nouveauté cette année : point de seuil de cours fixé. La ministre de l'Education aura tenu le pari de supprimer l'une des aberrations du système scolaire algérien, à savoir le fameux seuil des cours à réviser exigé depuis 2003 par les lycéens. Habités à une concession faite sous l'ère de Benbouzid dans un contexte de grèves à répétition, les

candidats au baccalauréat avaient fini par considérer cette pratique comme un droit. Chaque année, à l'exception de celle en cours, des groupes de lycéens envahissaient les rues pour exiger ni plus ni moins de connaître le seuil des cours qu'ils devraient réviser. Catégorique, Nouria Benghebrit s'était engagée à supprimer cette «faveur» accordée

aux candidats et qui a fini par aboutir à un bac au rabais. En sa qualité de pédagogue, elle a tenu à réhabiliter la pédagogie dans un secteur où les mouvements de grève sont récurrents et où les nombreux problèmes posés ont fini par reléguer au second plan les questions de pédagogie. Pourtant, le pari semblait difficile. D'abord parce que les lycéens, pas très rassurés après la suppression du fameux seuil, ont tenté de faire pression. C'était compter sans la détermination du département de Benghebrit. Deuxièmement, parce que l'année aura eu comme toutes les précédentes sont lot de mouvements de grève. Les uns après les autres, les syndicats du secteur ont débrayé, obligeant la tutelle à rouvrir des dossiers en suspens depuis des années. Des mouvements de grève qui, au-delà de la traditionnelle guerre des chiffres autour des taux de suivi, auront perturbé l'année scolaire. Une parenthèse refermée après d'âpres négociations pour laisser

place au rattrapage des cours et aux préparatifs des examens. La machine est désormais mise en branle. L'important dispositif qui entoure les examens est fin prêt. Contrairement à ses prédécesseurs, la ministre de l'Education se refuse à aller sur le terrain des pronostics. Pas de projections possibles, dit-elle, au sujet du taux de réussite éventuel. Rassurante, elle rappelle que tous les candidats ayant obtenu la moyenne de 10 sur 20 seront assurés d'une place à l'université. Benghebrit ne se fait pas d'illusion : avec de pareilles moyennes, son secteur n'a pas encore atteint l'excellence et celui de l'enseignement supérieur pâtit du niveau des bacheliers qu'il réceptionne année après année. C'est pour ces raisons que l'enseignement du secondaire fera l'objet d'une analyse dès le mois de juillet au cours d'une conférence nationale qui devra aboutir à des propositions pour la réforme de ce palier.

N. I.

QUALITÉ DES PRESTATIONS DANS LES HÔPITAUX

Vers l'évaluation de chaque établissement, selon le ministre Boudiaf

La qualité des soins dans les hôpitaux, en particulier, et dans les établissements de santé en général est devenue une préoccupation universelle. L'Algérie, qui a déboursé des sommes colossales d'argent dans le secteur de la santé, connaît toujours un déficit atroce en matière de qualité des soins. Même si, au demeurant, les soins en Algérie restent gratuits, au grand bonheur de la population, la qualité laisse à désirer.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Aujourd'hui, s'il est un sujet qui suscite de vives discussions dans les établissements de santé, c'est bien celui de la qualité. Les responsables du secteur, vraisemblablement conscients de cette problématique, ont décidé de s'attaquer au chapitre «prestation» dans les hôpitaux, compte tenu des gros moyens financiers mis en place. C'est dans cet esprit-là que le ministre de la Santé a annoncé, jeudi dernier, que son département a décidé de mettre en place une nouvelle organisation visant à classer chaque établissement hospitalier en fonction de la qualité des prestations offertes au citoyen et de la prise en charge du malade. «A partir de ce jour, chaque établissement hospitalier sera classé en fonction de la qualité des soins prodigués au citoyen», c'est ce qu'a indiqué le ministre Boudiaf, lors de la rencontre d'évaluation nationale des directeurs de la santé et directeurs des centres hospitaliers, tenue jeudi dernier. N'en restant pas là, le ministre Boudiaf soutient que même le directeur de wilaya de la santé

(DSP) et les responsables des établissements hospitaliers feront, eux aussi, l'objet d'évaluation. Dans son discours, le premier responsable a souligné qu'il n'est pas logique que l'Etat parvienne à «prendre en char-

ge des dossiers épineux et complexes comme celui du cancer et de la pénurie des médicaments», alors que la qualité d'une simple hospitalisation laisse à désirer. «Tous ces gestionnaires sont habilités à veiller au fonctionnement des services et structures dans le cadre du respect du service public, notamment la lutte contre l'absentéisme dans le cadre des dispositions en vigueur» a-t-il ajouté. Voulant visiblement donner un nouveau souffle au secteur, Abdelmalek Boudiaf a annoncé, en marge de cette rencontre, un mouvement prochain des directeurs des

établissements de la santé, notamment ceux qui n'ont pas donné satisfaction. «C'est un mouvement qui devra toucher notamment les directeurs ayant occupé plus de cinq années leur poste, les responsables qui seront mis à la retraite et ceux n'ayant pas enregistré de résultats probants», selon M. Boudiaf. Et d'affirmer que «la forme juridique en prévision du lancement de l'hospitalisation à domicile inscrite dans le projet de la nouvelle loi sur la santé est en cours d'élaboration par le ministère de la Santé».

S. B.



Abdelmalek Boudiaf.

APRÈS AVOIR DÉCLENCHÉ PLUSIEURS MOUVEMENTS DE PROTESTATION

Les avocats d'Oran demandent une enquête

Les quatre avocats d'Oran qui ont déclenché une grève de la faim en avril dernier, pour dénoncer «l'abus de pouvoir de leur bâtonnier», reviennent à la charge. Ils interpellent le premier magistrat du pays et les différentes autorités à intervenir pour «lever le voile sur les pratiques du parquet d'Oran».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'affaire des quatre avocats du barreau d'Oran ne trouve pas encore son épilogue. Pis, ils se retrouvent dans une spirale infernale, depuis le début de leur premier mouvement de protestation. Le 27 avril dernier, ces quatre avocats ont déclenché une grève de la faim pour dénoncer «l'abus de pouvoir

de leur bâtonnier». Trois jours après, le bâtonnat d'Alger et l'Union nationale des avocats interviennent et dissuadent les avocats de suspendre leur mouvement avec une promesse de prendre en charge leurs dossiers.

Les deux organismes n'ayant donné aucune suite à cette affaire, les avocats décident de reprendre en mai dernier leur mouvement de grève, suspendu quelques jours après. «Nous faisons objet de nouvelles accusations de la part du bâtonnier d'Oran depuis notre mouvement de protestation», ont dénoncé hier les avocats lors d'un point de presse au siège du MDS, à Alger. Des accusations qu'ils réfutent. «Le bâtonnier a fabriqué une plainte à chacun de nous pour nous faire taire», accusent-ils. Maître Belkacem Souad, radiée du barreau d'Oran «pour avoir demandé une pension alimentaire à son ex-mari», a indiqué qu'elle se retrouve sous contrôle judiciaire depuis

près d'une semaine. Elle est accusée d'avoir perçu une rémunération sur une affaire qu'elle n'a pas prise en charge. L'avocate qui s'indigne a indiqué qu'en cas de faute elle doit d'abord passer par le conseil de discipline et c'est lui qui doit statuer sur son cas.

Or, dit-elle, l'affaire est directement passée devant le procureur de la République. L'Union nationale des avocats, soulignent les intervenants, «refuse de prendre ses responsabilités». La situation, déplorent-ils, est «insoutenable». Les avocats demandent une enquête pour faire la lumière sur toute cette affaire qui, disent-ils, «touche la crédibilité de l'appareil judiciaire de l'Algérie». Ils interpellent le premier magistrat du pays, le Premier ministre, le ministère de la Justice, les services de sécurité et les membres de l'Assemblée populaire nationale pour intervenir.

S. A.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HYDRIQUES

Nouri opte pour l'ordre de priorités

Afin de faire face aux «problèmes financiers», le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement envisage d'opérer par ordre de priorité. Une situation qui, selon le ministre, ne permet plus de s'«étaler sur tous les fronts».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, il n'est plus question de réaliser tous les projets du secteur au même moment. «Nous ne pouvons ouvrir tous les fronts et nous ne pouvons s'étaler sur tous les fronts», a-t-il indiqué en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, organisée hier à Tipasa.

Il estime qu'il est temps de bien s'organiser en ces temps où des «problèmes financiers» se font sentir. Selon lui, il faut procéder par «ordre

de priorité».

Pour ce faire, il assure que son département s'attelle à trouver l'approche la «plus pragmatique» et la «plus proche de la réalité» et l'adopter afin de «faire avancer les choses».

Rappelant l'«énorme» progrès qu'a enregistré l'Algérie dans le domaine des ressources hydriques, Abdelouahab Nouri a souligné que quarante-sept milliards de dollars y ont été mobilisés durant les quinze dernières années. «La mobilisation d'autant de moyens financiers et de moyens humains a rendu possible le

développement et la mobilisation de la ressource hydrique ainsi que le raccordement des populations au réseau d'assainissement», précise-t-il.

Il cite à titre d'exemple les résultats réalisés dans la wilaya de Tipasa où le taux de raccordement des populations en eau potable a atteint 98%. D'ailleurs, poursuit-il, «je ne pense pas qu'il y ait un pays africain qui peut nous égaler dans ce domaine».

S'agissant de l'environnement, le ministre reconnaît qu'il s'agit d'un immense problème qui, dit-il, «nous colle à la peau». «C'est bien d'organiser des manifestations sur l'environnement et sa protection, c'est bien de prendre part à des colloques sur ce sujet mais faut-il aussi traduire tout cela sur le terrain», a-t-il ajouté.

Abdelouahab Nouri insiste ainsi sur le rôle des associations notamment à travers des actions «nobles». Il souligne également l'importance de la sensibilisation du citoyen sur la protection de l'environnement car, dit-il encore, «c'est en relation directe avec la santé».

Placée sous le slogan «Notre environnement, notre futur», la célébration de la Journée mondiale de l'environnement a été l'occasion pour le lancement officiel de la Bourse des déchets valorisables. Une plateforme électronique qui permettra de mettre en contact et dans un cadre réglementé les entreprises génératrices de déchets et les demandeurs de ces déchets susceptibles d'être valorisés (réutilisés, recyclés ou valorisés énergétiquement).

Ry. N.